

Gilles Manceron, historien. Une résistance civique à réveiller



L'historien Gilles Manceron donnait, hier soir, une conférence avant la projection de « Walter, retour en résistance ».

Historien et membre du comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, Gilles Manceron a évoqué, hier soir, avant la projection de « Walter, retour en résistance » aux Studios du Chapeau-Rouge, les combats d'hier mais aussi ceux à mener aujourd'hui.

L'affaire Dreyfus

Dans « Être Dreyfusard, hier et aujourd'hui », l'ouvrage coécrit avec Emmanuel Naquet, Gilles Manceron revient sur l'affaire Dreyfus et sur ce que cela a représenté dans l'histoire contemporaine. « Cela a été fondateur de valeurs démocratiques notamment par rapport au nationalisme et au racisme. On a réfléchi à la notion de dreyfusisme qui puisse s'appliquer à d'autres causes », commente l'historien.

« Il faut garder la proportion des choses mais on voit parfois à l'œuvre un certain nombre de comportements dans l'attitude des politiques et des administrations qui sont du même type que ceux qui se sont rendus coupables de phénomènes très graves dans le passé », souligne Gilles Manceron. « On ne se pose pas la question, si c'est juste de renvoyer des émigrants dans leur pays. Il y a des parallèles à faire et des valeurs à réhabiliter dans le domaine de la résistance civique », poursuit ce dernier, pour

qui le nationalisme prend aujourd'hui des formes nouvelles.

Retour nécessaire sur le passé

Il s'est également beaucoup penché sur la période coloniale « qui pose un certain nombre de questions à notre République ». « Elle s'est quand même fourvoyée et n'a pas vraiment fait de retour sur ce passé. Cela a des conséquences sur la politique interne. Les formes de phobie, de racisme me semblent liées avec certaines époques passées », explique ce dernier qui rappelle la campagne lancée par La Ligue des Droits de l'Homme « Urgence pour les libertés ». « On veut susciter des réflexions et des prises de paroles sur les questions de la dérive de la justice et de la police, de la société de surveillance, des droits sociaux et des droits des étrangers ».

Pour le défenseur des Droits de l'Homme, il y a cependant des raisons d'espérer. « Le fait que le débat sur l'identité nationale soit globalement refusé comme non essentiel est plutôt un signe encourageant, de même les réactions par rapport à la politique "bling-bling". On peut tromper les gens, une fois, deux fois mais pas indéfiniment ».